

LA RÉVOLUTION ET L'ÉTAT
(Le titre avec les mots dans un autre ordre est déjà pris)

Nous ne pouvons ignorer ce qui a été écrit avant nous.

Qu'est ce que l'Etat ? C'est, nous répondent les métaphysiciens et les docteurs en droit, c'est la chose publique ; les intérêts, le bien collectif et le droit de tout le monde, opposés à l'action dissolvante des intérêts et des passions égoïste de chacun. C'est la justice et la réalisation de la morale et de la vertu sur terre. Par conséquent il n'est point d'acte plus sublime ni de plus grand devoir pour les individus, que de se dévouer, de sacrifier, et au besoin de mourir pour le triomphe, pour la puissance de l'Etat.

Voilà en peu de mots toute la théologie de l'Etat. Voyons maintenant si cette théologie politique, de même que la théologie religieuse, ne cache pas sous de très belles et très poétiques apparences, des réalités très communes et très sales.

(M. Bakounine, Œuvres, I, 222-223,69)

Le texte de V. Lénine : « L'Etat et la Révolution » porte en sous titre : « La doctrine marxiste de l'Etat et les tâches du prolétariat dans la révolution ». Ce texte écrit en août 1917, complété par l'auteur en décembre 1918, mérite une relecture attentive en 2007. Il explique à la fois la position de ce courant politique qui se veut scientifique (le marxisme) et ce que Lénine propose et ne va pas réaliser dans la révolution Russe d'octobre 1917.

(Citations tirées des Editions Sociales, Editions du Progrès - Moscou 1976)

*(Page 61) : En 1871, le prolétariat ne formait la majorité du peuple dans aucun pays du continent européen. La révolution ne pouvait être « populaire » et entraîner véritablement la majorité dans le mouvement qu'en englobant et le prolétariat et la paysannerie. Le « peuple » était justement formé de ces deux classes. Celles-ci sont unies par le fait que la « machine bureaucratique et militaire » les opprime, les écrase, les exploite .**Briser** cette machine, **la démolir**, tel est véritablement l'intérêt du « peuple » de sa majorité, des ouvriers et de la majorité des paysans : telle est la « condition première » de la libre alliance des paysans pauvres et des prolétaires, et sans cette alliance, pas de démocratie solide, pas de transformation sociale possible.*

Lénine cite Marx (extrait de la guerre civile en France) :

Au 19ième siècle, s'est développé, transmis par le moyen âge, le pouvoir centralisé de l'Etat avec ses organismes partout présents : armées permanentes, police, bureaucratie, clergé et magistrature. En raison du développement de l'antagonisme de classe entre le Capital et le Travail, le pouvoir de l'Etat prenait de plus en plus le caractère d'un pouvoir public organisé aux fins d'asservissement social, d'un appareil de la domination de classe.

Après chaque révolution qui marque un progrès de la lutte des classes, le caractère purement répressif du pouvoir d'Etat apparaît de façon de plus en plus ouverte. ...

Lénine résume dans la suite du texte (page 68) ce que doit être le pouvoir des ouvriers et paysans dans une révolution socialiste :

*« Electivité complète, **révocabilité à tout moment** de tous les fonctionnaires sans exception, réduction de leurs traitements au niveau d'un normal « salaire ouvrier ». Ces mesures démocratiques simples et allant de soi, qui rendent parfaitement solidaires les intérêts des ouvriers et de la majorité des paysans, servent en même temps de passerelle conduisant du capitalisme au socialisme. »*

Poursuivons la lecture de Lénine fort instructive : page 76

*« Nous ne sommes pas des utopistes. Nous ne rêvons pas de nous passer d'emblée de toute administration, de toute **subordination** ; ces rêves anarchistes, fondés sur l'incompréhension des tâches qui incombent à la dictature du prolétariat, sont foncièrement étrangers au marxisme et ne servent en réalité qu'à différer la révolution socialiste jusqu'au jour où les hommes auront changé. Nous, nous voulons la révolution socialiste avec les hommes tels qu'ils sont aujourd'hui, et qui ne se passeront pas de **subordination, de contrôle, de surveillants et de comptables** ... » C'est nous-même, les ouvriers, qui organiserons la grande production en prenant pour point de départ ce qui a déjà été créé par le capitalisme , en nous appuyant sur notre expérience ouvrière, en instituant une discipline rigoureuse, une discipline de fer maintenue par le pouvoir d'Etat des ouvriers armés ; nous réduirons les fonctionnaires publics au rôle de « surveillants et de comptables », responsables , révocables et modestement rétribués... »*

*Page 77 : « Un spirituel social-démocrate allemand des années 1870 a dit de la POSTE qu'elle était un modèle d'entreprise socialiste. Rien n'est plus juste. La poste est actuellement une entreprise organisée sur le modèle du **monopole capitaliste d'état**. L'impérialisme transforme progressivement tous les trusts en organisation de ce type. Les simples travailleurs accablés de besogne et affamés y restent soumis à la même bureaucratie bourgeoise. Mais le mécanisme de gestion sociale y est déjà tout prêt. Une fois les capitalistes renversés, la résistance de ces exploités matée par la main de fer des ouvriers en armes, la machine bureaucratique de l'état actuel brisée, nous avons devant nous un mécanisme admirablement outillé au point de vue technique, affranchi de « parasitisme », et que les ouvriers associés peuvent fort bien mettre en marche eux-mêmes en embauchant des techniciens, des surveillants , des comptables , en rétribuant leur travail à tous , de même que celui de tous*

les fonctionnaires publics , par un salaire d'ouvrier . Telle est la tâche concrète, pratique, immédiatement réalisable à l'égard de tous les trusts, et qui affranchit les travailleurs de l'exploitation en tenant compte de l'expérience déjà commencée pratiquement par la commune... »

Citant Engels, Lénine aborde la question du PLAN :

« Si nous passons des sociétés par actions aux trusts qui se soumettent et monopolisent des branches entières de l'industrie, ce n'est plus seulement la fin de la production privée, mais encore celle de l'absence de plan. ... »

« Nous avons là ce qu'il y a de plus essentiel dans l'appréciation théorique du capitalisme moderne, c'est-à-dire l'impérialisme, à savoir que le capitalisme se transforme en capitalisme monopoliste. Ceci est à souligner, car l'erreur la plus répandue est l'affirmation réformiste bourgeoise prétendant que le capitalisme monopoliste ou capitalisme monopoliste d'état n'est déjà plus du capitalisme, qu'il peut dès lors être qualifié de « socialisme d'état ». ... « Naturellement, les trusts n'ont jamais donné, ne donnent pas jusqu'à présent, ni ne peuvent donner une planification intégrale. Ils introduisent pourtant une planification ; les magnats du capital escomptent par avance le volume de la production à l'échelle nationale ou même internationale , et règlent cette production d'après un plan , mais nous restons cependant en régime capitaliste , dans une nouvelle phase , certes , mais indéniablement en régime capitaliste . **Le fait que ce capitalisme est « proche » du socialisme doit constituer [...] un argument en faveur de la proximité, de la facilité, de la possibilité, de l'urgence de la révolution socialiste, et non point un argument pour tolérer la négation de cette révolution, et les tentatives de farder le capitalisme, à quoi s'emploient tous les réformistes.** »

Longue citation, mais c'est indispensable, si nous voulons comprendre pourquoi la révolution Russe de 1917 a échoué, et pourquoi la bureaucratie a pris le pouvoir

Lénine, suite page 151 et 152 : « Dans sa première phase, à son premier degré, le communisme NE PEUT PAS [c'est nous qui soulignons], au point de vue économique, être complètement mûr, complètement affranchi des traditions ou des vestiges du capitalisme. De là ce phénomène intéressant qu'est le maintien de « l'horizon borné du droit bourgeois », en régime communiste, dans la première phase de celui-ci. Certes, le droit bourgeois, en ce qui concerne la répartition des objets de consommation suppose **nécessairement un ETAT BOURGEOIS**, car le droit n'est rien sans un appareil capable de contraindre à l'observation de ses normes. »

« Il s'en suit qu'en régime communiste subsistent, pendant un certain temps, non seulement le droit bourgeois, mais aussi l'Etat Bourgeois - sans bourgeoisie. Cela peut sembler un paradoxe ou simplement un jeu dialectique de l'esprit, ce que reprochent souvent au marxisme ceux qui n'ont jamais pris la peine d'en étudier [...] la substance éminemment profonde. »

Cette citation de Lénine explique bien pourquoi, ils nous l'ont mis « éminemment profond » ; l'état dit soviétique était un état bourgeois, ce que nous avons cru comprendre vu les résultats. Voilà qui règle la question de « l'état ouvrier dégénéré » chère aux trotskistes.

Après ce retour sur ce livre : « L'état et la révolution » qu'il est utile de lire, qu'en est il de notre « Etat Providence » dont tout le monde parle ?

L'ETAT PROVIDENCE

Il y aurait une nouvelle forme d'état, qui ne serait plus l'instrument de la domination d'une classe sur les autres, mais ce que Loïc Wacquant (dans le livre *Parias Urbains*) qualifie de : « **contrat social fordiste-keynesien** ».

L'usage de ce concept « d'état providence » est récent. Ce terme n'est pas (ou peu) employé avant les années 1974. C'est en réaction à l'offensive de la bourgeoisie la plus radicale (que certains appellent le néolibéralisme) qu'apparaît la notion d'Etat Providence.

Les dictionnaires et encyclopédies ne parlent pas d'état providence dans les années 70

L'Etat nous savons ce que c'est, mais la Providence ?

Extrait du Robert en 7 volumes de 1972 :

Providence : prévoyance (1170)

Sage gouvernement de Dieu sur la création (1223)

La divine providence, la providence de Dieu

Lettre sur la Providence de Rousseau, réponse au poème du désastre de Lisbonne de Voltaire.

Fig. : être la providence de quelqu'un, être la cause de son bonheur, combler ses désirs.

L'état providence, ferait donc le bonheur du peuple et comblerait ses désirs ?

En France l'état providence est associé aux gouvernements de la 4^{ème} et 5^{ème} République qui dirigent le pays depuis 1945.

Qui parle d'état providence ?

Essentiellement la « gauche » et l'extrême gauche d'un côté ; et la droite et l'extrême droite de l'autre ; en résumé tout le monde.

Les uns pour regretter le « démantèlement » de cet état providence et des « avantages sociaux » qu'ils y associent ; les seconds pour expliquer que s'il y a du chômage et de la pauvreté , c'est parce que l'état providence maintient la population dans l'assistanat et la fainéantise , par ses largesses.

La gauche et l'extrême gauche (mouvements alter mondialistes inclus) demandent un retour à l'état providence ; la droite et l'extrême droite expliquent que l'état doit se limiter à ses tâches répressives et arrêter de réglementer la vie sociale.

Les tracts, affiches et journaux de gauche, parlent de « casse des services publics », de « Braderie du bien commun », d'un « service public pour tous », les plus radicaux ajoutant : « Rénové et modernisé ».

Les cercles de droite qualifiés de néolibéraux, expliquent que le marché et la libre concurrence ne peuvent fonctionner normalement, tant que l'état les empêche de faire ce qu'ils souhaitent. Pour eux il faut supprimer le code du travail, dépenaliser le droit des affaires, liquider tous les acquis sociaux.

Présenté sous cette forme, l'état providence, « le sage gouvernement de Dieu sur la création » serait un enjeu au dessus des classes sociales, un don du ciel, qu'il faudrait défendre contre les méchants tenants du libéralisme mondialisé, sans morale.

Est-ce une question de morale ? De bien et de mal ?

Y a-t-il un instrument de mesure, une jauge, qui permette de déterminer à partir de quel moment un état bourgeois change de nature pour devenir un état providence, et à quel moment un état providence cesse de l'être pour redevenir l'instrument brutal d'une domination de classe « immorale ». Est-ce la quantité de mesures sociales qui est déterminante, et qui fait l'état providence ? Est-ce la qualité des mesures sociales ?

Selon ces critères, pouvons nous dire que les états staliniens de l'URSS et des pays de l'Est, étaient des états providence ? L'absence de chômage, l'enseignement et les soins gratuits, la culture accessible etc. ...permettent ils de dire que ces états étaient des états providences ? Existerait-il une transition incontournable entre le capitalisme sauvage et un socialisme (qui pourrait devenir) humain, qui prendrait la forme d'un état providence, sorte de synthèse entre le capitalisme sous domination de la bourgeoisie et une société sans classes. La domination idéologique de la classe dominante, laissant la place à une administration « neutre » inspirée par des lois divines. Tout cela parce que des mesures sociales feraient que c'est moins pire aujourd'hui qu'hier.

Il ne s'agit pas de mesures sociales qu'en sa grande bonté le ciel nous enverrait. Il s'agit de conquêtes sociales arrachées à une classe : la bourgeoisie, dans le cadre d'une lutte pour virer cette bourgeoisie. Quitte à se répéter faisons le gaiement : les conquêtes et avantages sociaux sont des victoires intermédiaires qui ne présagent en rien de l'issue finale de la bataille. Elles ne sont que des sous produits de cette lutte des classes, que des points d'appui pour aller jusqu'au bout. A partir du moment où le camp des pauvres arrête le combat offensif, il est logique que le camp en place au pouvoir, celui des riches, reprenne ce qu'il a dû lâcher sous la contrainte.

L'Etat n'a été une providence que pour la bourgeoisie qui a réussi à conserver l'essentiel : la propriété privée, et son droit à transmettre par héritage les produits de ses vols et spoliations. Même à l'échelle d'un continent et d'une révolution comme celle de 1917, rien n'est acquis tant que subsistent les rapports capitalistes de production, et, tant que l'idéologie dominante est celle de la bourgeoisie.

Consciemment pour les uns, et par inconsistance et bêtise pour les autres, tous ceux qui font référence à l'état providence d'antan, se font les alliés du système capitaliste en place. Rien n'est acquis tant que la bête est vivante.

La conception marxienne de la transition de l'état bourgeois à l'état socialiste n'ayant pas été confirmée par l'histoire ; il faut revenir sur ce qu'est l'Etat en ce début de 21^{ème} siècle, sur son rôle et sa place dans la seule révolution un temps victorieuse du début du 20^{ème} siècle.

L'Etat demeure cet appareil de répression, de domination, et de régulation de la société capitaliste au service de la classe dominante : la bourgeoisie. A aucun moment de notre histoire, l'état n'a joué ce rôle « d'arbitre » que certains cherchent à lui attribuer.

Alors, pourquoi une partie de la bourgeoisie cherche-t-elle à réduire la part de l'état dans la gestion de toutes ces tâches qui assurent la pérennité de la bourgeoisie ? Celle-ci serait-elle devenue malade, et déciderait elle de se suicider au moment où ce système a fait ses preuves pour maintenir le capitalisme en place ?

Le capitalisme s'est maintenu au niveau mondial, en affrontant des situations dangereuses où le pouvoir de la bourgeoisie était menacé, tant par ses propres incohérences que par les luttes de classes et les mouvements contre le colonialisme.

Le système en place évolue dans ses propres contradictions économiques et idéologiques. La bourgeoisie reflète les contradictions internes de ce système : les intérêts à court terme ne sont pas compatibles avec ce qu'il faut accepter de faire pour durer le plus longtemps possible.

Dans son livre « Misère du sarkozysme », Paul Ariès retrace la filiation qui existe entre les « penseurs de droite » comme Bastiat, et les activistes du sarkozysme :

« Nicolas Sarkozy laisse sa conseillère, Emmanuelle Mignon, maître des requêtes au Conseil d'état, directrice des études dans son nouvel organigramme de l'UMP, dire que son rêve serait de privatiser totalement l'Education Nationale : « j'ai toujours été conservatrice. J'aime l'ordre. Je crois à l'initiative individuelle, à l'effort personnel et, en matière économique, à la main invisible du marché. Par exemple, je suis pour une privatisation totale de l'Education Nationale. » (Le Monde du 03/09/2004)

L'idéologie de cette droite n'est pas celle de la droite « gaulliste » ou de la droite « kénesyenne ». Ce que ces différentes idéologies ont en commun c'est la propriété privée, l'héritage et le capitalisme, où le marché est le régulateur de toutes choses. Pour le reste, chacun a une vision du rôle de l'état et des lois qui en découlent.

Le profit étant le moteur de toutes ces idéologies ; les constructions politiques de ces diverses tendances de la bourgeoisie vont dépendre des rapports de forces existant entre les classes sociales. L'état « démocratique » n'est qu'une des formes, un des habillages possible de la domination de classe. La question se pose pour la bourgeoisie, de savoir si le coût du travail fourni par l'état est le meilleur rapport qualité/prix ? Le travail de l'état doit rester compatible avec l'obtention de profits rapides.

L'existence de multinationales qui ne lient plus leur sort et leur développement à celui d'un état national change la donne au sein même de la bourgeoisie. L'époque des conquêtes coloniales où l'armée nationale ouvrait la voie aux conquêtes économiques des industriels et des négociants, a évolué vers un pillage en règle piloté par la finance.

Tout ce travail idéologique, politique, et économique effectué par l'état national pour le compte des riches au pouvoir, ne peut-il pas être effectué par une activité privée, directement sous le contrôle de ces mêmes riches à moindre coût ? C'est juste une question de rentabilité pour faire « juter » au mieux le système. La guerre des USA en Irak, avec la présence d'armées privées, nous confirme que même les fonctions « régaliennes » des états (armée, police, système carcéral...) sont soumises à cette analyse, et ont commencé à basculer de l'état vers le privé.

L'état n'est pas remis en cause par les riches parce qu'il serait au service des pauvres et des classes populaires. La bourgeoisie se pose seulement la question de savoir ce qui est le plus rentable pour elle, pour maintenir sa domination.

Il faut se rappeler que cette question est au cœur de toutes les formes d'état que la bourgeoisie a utilisé au cours du 20^{ème} siècle : Etat Nazi, Etat Fasciste, dictatures militaires, bonapartisme, Royauté, régime parlementaire ... On peut dire qu'il n'y a pas de la part de la bourgeoisie de fétichisme « d'Etat », mais de nombreux essais adaptés aux circonstances.

Alors, d'où vient, de la part des organisations qui se réclament du socialisme (du PCF à Lutte Ouvrière en passant par le PT et la LCR ...) et du mouvement « alter mondialiste », cette idolâtrie d'un « Etat Providence » à qui l'on ferait appel contre le capital, et que l'on regretterait, ou que l'on défendrait parce qu'il serait menacé par une droite méchante voulant le réduire à peu de chose.

Quelle est cette nostalgie d'un état présenté comme au dessus des classes, et qui pourrait défendre les intérêts des pauvres, des ouvriers, et des classes laborieuses ?

Quel est ce mythe d'un état démocratique, progressiste, qui aurait vu le jour après 1945, et qui aurait cessé de jouer son rôle après 1974 ?

Quelle est cette conception des services publics en dehors de tous rapports de classe ; que l'état bourgeois aurait mis en place, et qui seraient eux aussi, au dessus de cette lutte de classe, comme un début de société socialiste réalisée à l'insu de notre plein gré ?

Cette question est si confuse, que l'on peut lire des tracts de la LCR où ils demandent l'implantation d'un commissariat de police dans une cité où c'est « chaud », au nom de la défense des services publics et du devoir de l'état de faire appliquer « la loi » partout.

La candidate de LO (aux élections présidentielles) prend (le 03/04/2007 sur France Inter) la défense de la police contre Sarkozy suite à « l'émeute » de la gare du nord.

Le PT au nom de la lutte contre l'Europe, vante les mérites des 36000 communes de notre belle France, et le bon temps où le gouvernement ne prenait pas ses ordres à Bruxelles....

Car, quand toutes ces formations politiques parlent des services publics de l'état, ils parlent aussi bien de l'éducation nationale, de la santé que de la police, de la justice, du système pénitentiaire ou de l'administration préfectorale.

Ils sont TOUS sur une orientation au mieux réformiste, au pire collaborationniste avec le capitalisme, préconisant la forme de domination du capital la moins douloureuse de leur point de vue. La logique de cette démarche, est de soutenir une fraction de la bourgeoisie (la moins pourrie ?) contre une autre. Ils rendent ainsi invisible toute politique de classe indépendante de la bourgeoisie. Cela se traduit dans les propositions électorales de ces partis qui, aux dires même des candidats, sont compatibles avec le système en place; de « super revendications syndicales » ; somme toute acceptables sans changer grand-chose.

L'existence d'un grand service public, né de la reconstruction de l'état bourgeois après la deuxième guerre mondiale, n'a pas remis en cause la propriété privée des moyens de production et d'échanges. La nationalisation de Renault et de la SNCF n'a pas créée une situation où les travailleurs de ces entreprises ne sueraient plus de la plus-value que la bourgeoisie s'approprie via l'état. Les conquêtes sociales (congrés payés, sécurité sociale, retraites...) n'ont remis en cause ni la loi du profit ni le capitalisme. Et comme le rappelle le MEDEF, tout est une question de rapport de force : le droit et le code du travail n'ont rien d'évident et d'éternel. Ils ne sont que les sous- produits d'un rapport de force ; un autre rapport de force peut changer tout cela.

Faire appel à l'Etat pour défendre ces conquêtes sociales équivaut à demander aux renards de devenir végétariens pour garder la basse-cour !

Comment des partis qui se réclament du socialisme en sont-ils arrivés là ?

Rejeter sur le stalinisme et la social-démocratie la responsabilité d'une telle situation, c'est refuser de voir que ces formations ont pu collaborer avec la bourgeoisie en toute tranquillité et parce que d'autres (LO, LCR, PT, etc. ...) étaient sur la même longueur d'onde.

Dans les extraits de l'Etat et la Révolution qui servent d'introduction à ce texte, nous trouvons à deux reprises un début de réponse à cette question.

Lénine reprend à son compte le modèle de la Poste en précisant que « l'impérialisme transforme progressivement TOUS les trusts en organisation de ce type (la Poste) ». Puis, parlant de la planification « à l'échelle nationale ou même internationale » effectuée par le capitalisme, il précise : « nous restons cependant en régime capitaliste, dans une nouvelle phase... Le fait que ce capitalisme proche du socialisme doit constituer »

La théorie marxiste, qui se veut scientifique et sans erreurs comme toute science exacte, justifie son analyse de l'inéluctabilité du socialisme par sa proximité avec le capitalisme. Le capitalisme contient et produit les structures et les formes d'organisation qui vont servir de cadre au développement du socialisme. Il y aurait « comme » une mécanique qui ferait que l'Etat bourgeois produit les prémisses de ce qui doit lui succéder, sans en avoir conscience et sans pouvoir faire autrement. Tout cela donne au socialisme scientifique marxien cette assurance dominatrice que tous les plus de 60 ans ont connue.

Le capitalisme peut faire ce qu'il veut, cela n'a pas d'importance puisque après lui c'est notre tour !

Il suffit de remplacer la bourgeoisie et sa dictature par le prolétariat et sa dictature, et roule ma poule.

C'était compter sans la capacité de la bourgeoisie, au travers de son idéologie et de sa domination intellectuelle et culturelle à dévoyer et à corrompre les individus, fussent-ils des « prolétaires » ou des syndicalistes.

Pour Lénine la réponse est claire :

« Nous voulons la révolution socialiste avec les hommes tels qu'ils sont aujourd'hui, et qui ne se passeront pas de subordination, de contrôle, de surveillants et de comptables. »

Donc, nous faisons la révolution à l'aide de gens que nous allons subordonner, contrôler, surveiller...

Mais qui est ce « Nous » ? C'est le Parti.

Il précise : « C'est nous mêmes, les ouvriers, qui organiserons la grande production en prenant pour point de départ ce qui a déjà été créé par le capitalisme. »

Que Lénine dise « nous, les ouvriers » alors qu'il n'a jamais, comme de nombreux dirigeants marxistes, travaillé comme ouvrier est déjà un problème. Car qui va contraindre et subordonner ces hommes qui ont été formés et éduqués par la bourgeoisie, et qui n'ont connu que l'idéologie dominante, celle de la bourgeoisie ? La réponse est bien sûr le parti révolutionnaire. Celui qui pense et parle au nom des travailleurs, et ne leur fait pas confiance, puisqu'il prévoit de les contrôler et de les surveiller, ceux-ci étant incapable de se passer de la subordination à ceux qui savent « ce qui est bien pour eux. »

Nous comprenons pourquoi la devise de la première internationale : « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » a laissé la place à tout le pouvoir au parti. Dans cette logique marxiste, l'état tient une place importante. Il est un enjeu politique puisqu'il nous est décrit comme pouvant : « presque fonctionner selon les circonstances pour le compte de la bourgeoisie ou celui du prolétariat » :

« *Nous réduirons les fonctionnaires publics au rôle de simple agent d'exécution de nos directives, au rôle de surveillants et de comptables responsables, révocables et modestement rétribués...* » Et tout cela : « *en instituant une discipline rigoureuse, une discipline de fer, maintenue par le pouvoir d'état des ouvriers armés.* »

En Russie, les ouvriers ont très vite été désarmés et remplacés par une armée rouge avec grades et hiérarchie, doublé d'une police politique aux ordres de l'appareil du parti. Il n'est plus question de faire voter les « hommes tels qu'ils sont » comme pendant la Commune de Paris.

Les héritiers de Marx et Lénine, balanceront à la poubelle de l'histoire ce qu'écrivait Lénine (L'état et la Révolution ; Page 151 152) :

« *Il s'en suit qu'en régime communiste subsistent pendant un certain temps, non seulement le droit bourgeois, mais aussi l'Etat bourgeois - sans bourgeoisie.* »

Pour les staliniens c'était le socialisme, pour les trotskistes c'était « un état ouvrier dégénéré ». Pour beaucoup c'était un mal nécessaire, une transition entre le capitalisme et le communisme. Pour les ouvriers et les paysans de l'URSS, ce fut un état policier sanguinaire, incapable de satisfaire les besoins des populations.

L'Etat Bourgeois et les institutions sur lesquels il s'appuie (police, armée, appareil judiciaire, carcéral, administratif, préfectoral...) ne peuvent changer de nature simplement par une prise de pouvoir politique. Ils sont « chargés » d'une telle force idéologique, qu'ils génèrent leur propre fonctionnement quelque soit le pouvoir politique qui prétend les gouverner : c'est la bureaucratie avec sa hiérarchie, sa corruption, son piston et ses passe-droits, la détention du pouvoir sur les autres...Même en doublant chaque fonctionnaire d'état par deux ou trois surveillants politiques, nous n'obtenons que l'intégration rapide de ses surveillants dans le circuit de la bureaucratie.

Il est donc tout à fait dans la logique marxienne que nos « révolutionnaires de la gauche de la gauche », développent des illusions sur l'état, et réclament plus d'état en expliquant que celui-ci a vocation à défendre les pauvres. Dans leurs calculs d'appareil, ils sont persuadés que plus il y aura un état puissant et couvrant toutes les activités de la société, plus ils seront près du socialisme. Faute d'être providentiel, cet état nous est présenté comme un état de droit, avec lequel il faut compter.

Laissons la parole à Alain Bihl dans son livre : La Novlangue Néolibérale (Ed Page Deux) page 45 : « Depuis que la première partie de la fameuse formule révolutionnaire « Liberté, Egalité, Fraternité, ou la mort » est devenue la devise de la République Française, son terme central n'a cessé de poser problème. Non seulement pour toutes les composantes de la réaction contre révolutionnaire, pour lesquelles l'idée même d'égalité de principe entre tous les hommes est un scandale éthique et politique autant qu'une aberration ontologique puisque, selon eux, l'inégalité entre les êtres est une loi naturelle voire divine, inviolable. Mais l'idée d'égalité a aussi rapidement divisé les différents courants qui se proposaient d'assumer, à un titre ou un autre, l'héritage révolutionnaire.

Pour les uns, il s'agissait clairement d'en rester à l'inspiration libérale originelle de la formule et, par conséquent, de se limiter à la stricte **égalité juridique et civique** : à l'égalité des hommes face au droit et face à la loi, en leur qualité d'individus privés, à la fois sujet de droit et citoyens. Une égalité qui est d'ailleurs exigée par le fonctionnement même de la société civile et de l'état de droit, deux conditions et conséquences à la fois de cette économie marchande généralisée qu'est le capitalisme. »... « Ou encore, pour qu'une démocratie parlementaire puisse fonctionner, il faut que la voix de l'homme le plus riche, le plus puissant, ou le plus savant, vaille ni plus ni moins que celle du plus pauvre, du plus faible et du plus ignare. »

Après avoir essayé de comprendre ce qu'est l'état providence, nous voilà confronté à : l'état de droit.

Cet état de droit est assimilé à une démocratie parlementaire, elle-même caractérisée par le fait que : « la voix du plus riche, » aurait autant d'importance que « la voix d'un pauvre. »

Un état de droit où nous serions tous égaux devant la loi commune (égalité juridique et civique). Il serait plaisant de penser à cette réflexion de Coluche qui nous rappelait que : « certains sont plus égaux que d'autres ». Mais la question est trop importante pour être traitée ainsi.

L'état de droit garantirait de par ses lois l'égalité des individus, qu'ils soient savants ou ignares, faibles ou puissant, pauvres ou riches ?

Cette loi commune qui garantirait cette égalité juridique et civique, est faite par qui ? Par la classe possédante. Elle n'est pas faite par les ignares, les faibles et les pauvres. Une fois de plus, nous ne pouvons évacuer la question de fond : celle de la propriété privée et de sa transmission par héritage. Dès la naissance, les individus se trouvent répartis entre ceux qui possèdent et ceux qui n'ont rien. Ceux qui possèdent par héritage des fortunes constituées par l'appropriation de terres, et par le vol du travail de ceux qui n'ont que leur force de travail.

L'esclavage a été aboli, mais les fortunes réalisées sur ce trafic, que tout le monde réproche, n'ont pas été restituées aux esclaves ou à leurs descendants.

Les guerres ont enrichi les marchands de canons et de mort, mais après les guerres, les fortunes faites par les maîtres des forges n'ont pas été redonnées aux familles des morts. Nous pourrions multiplier les exemples qui font que tant qu'existera (garanti par la constitution) le droit de propriété privée et sa transmission par héritage, aucune égalité juridique et civique ne pourront exister.

Le leurre de l'état de droit est nécessaire à la bourgeoisie pour accréditer l'idée d'une démocratie parlementaire. Il n'y a aucune égalité juridique et civique entre les individus qui composent les classes sociales. Aucune égalité face à l'argent ; aucune égalité face à l'instruction et aux savoirs ; aucune égalité face au travail et aux conditions de vie ; aucune égalité face à la maladie et à la mort.

Même la vision « d'inspiration libérale originelle », n'est qu'une duperie confirmée par le fait que c'est toujours des représentants de la même classe sociale qui se succèdent au pouvoir, et disposent des moyens financiers et techniques de faire des lois qui renforcent ce pouvoir.

L'état de droit n'existe pas plus que l'état providence, toutes formes d'état est l'instrument de domination d'une classe sur les autres.

Alain Bihl revient (page 199) sur l'expression : « société civile » :

« L'expression de société civile a commencé sa carrière politique dans la seconde moitié des années 1970. ... De fait, ses premiers promoteurs n'ont pas été alors des penseurs néolibéraux mais des représentants de la soi-disant « deuxième gauche ». Dans l'esprit de ces derniers, cette notion désignait une zone de la pratique sociale intermédiaire entre le marché et l'état, champs ouverts aux activités autonomes des individus, des groupements affinitaires, des associations, etc.,... allant jusqu'à y inclure éventuellement les syndicats. Se réclamant de l'autogestion, exaltant les capacités d'auto activité de ces différents acteurs, la « deuxième gauche » proposait un modèle de socialisme qui se voulait alternatif aussi bien de la sociale démocratie classique qu'au « socialisme réellement (in)existant » sévissant dans les pays de l'Est, communiant dans un même culte de l'état. »

Devant une absence de perspectives politiques radicalement nouvelles, mettant au centre la propriété privée et l'héritage ; tous les bricolages envisagés pour sortir de l'impasse sont voués à l'échec. Le culte de l'état est là pour que tout semble bouger, afin que rien ne bouge de fondamental. Il faut constater que la bourgeoisie est très bien aidée par les directions politiques et syndicales du mouvement ouvrier, pour maintenir l'illusion d'un état au dessus des classes sociales.

Le mouvement ouvrier dans sa grande bonté aurait confié à l'état la gestion d'entreprises et d'activités sensibles : l'énergie (EDF ; GDF), la finance (l'essentiel des banques était nationalisé), les transports (SNCF ; Air France), une

partie de l'industrie (Renault ; Rhône Poulenc ; ELF ; etc., ...) bref, tout cela était nationalisé, vu des USA c'était le socialisme sans les files d'attente devant les boulangeries. QUEL EST-CE MYTHE DES NATIONALISATIONS ?

NATIONALISATIONS (avec indemnités et rachats : on ne touche pas à la propriété privée ...)

Quel est ce mythe des nationalisations comme solutions miracles à tous les maux de la classe ouvrière et de la population ; et à quel moment et par qui ce mythe a-t-il été développé ?

Ce mythe plonge ses racines dans une mauvaise digestion de l'Etat et la Révolution de Lénine, où celui-ci explique que les trusts capitalistes vont dans le sens de la planification, qui elle-même se rapproche du socialisme, tout cela est très logique.

C'est à la fin de la deuxième guerre mondiale (1945) que se cristallise ce mythe.

Qui est à l'origine de ce miracle ? : Le parti Stalinien de France, qui participe à la remise sur pied de l'état bourgeois discrédité par 4 ans de guerre et de pétainisme. C'est le stalinien de service qui proclame : Un seul Etat, une seule armée, une seule police.

C'est encore un des représentants du PCF qui explique que « la grève est l'arme des trusts ». Aux mineurs, ces courageux dirigeants du premier parti de France le PCF, expliquent qu'il faut : « produire d'abord, revendiquer en suite. » Pour ceux qui auraient encore des doutes sur le redressement de l'état bourgeois par le PCF et la CGT en 1945, la lecture des journaux de l'époque et de l'humanité en particulier, suffisent à lever tous les doutes.

L'état bourgeois « pétainiste » est défait. La bourgeoisie dans son immense majorité a collaboré à la bonne marche de l'économie de guerre au service des nazis : « *vous comprenez, je ne fais pas de politique, il faut bien vivre...* ».

Il y a en présence les troupes des USA et une frange de la population en armes, qui commence à prendre goût à la liberté. Entre les deux une population qui se réveille de quatre ans d'occupation, de privations et de collaboration.

Les patrons collabos se cachent, et dans des conditions difficiles les ouvriers commencent à faire tourner des usines sans les patrons. La préoccupation de la bourgeoisie et de ses auxiliaires dans le mouvement ouvrier, va être de remettre en place l'Etat Bourgeois et l'économie capitaliste. La seule solution, devant le comportement de certains patrons consiste à nationaliser leurs biens pour éviter que les salariés ne commencent à faire tourner les usines à leur profit. Pour ne pas tout perdre il faut lâcher du lest. C'est donc, un gouvernement « d'union nationale » où siège le PCF, qui va développer ce mythe des nationalisations au profit de l'état, qui lui reste bourgeois. Ces nationalisations (avec indemnités et rachat : EDF etc. ...) sont présentées comme un premier pas vers le socialisme, sans cela nous risquons d'être « américanisé » par les libérateurs.

Pour qu'un mythe devienne une religion, il fallait que les nationalisations n'apparaissent pas comme une nouvelle forme d'exploitation. D'où la nécessité de présenter l'état patron comme autre chose que l'état des patrons. Il y avait urgence à présenter l'état comme au dessus de la mêlée, comme neutre et bienveillant, en situation de trancher les conflits sociaux entre partenaires sociaux ; la lutte des classes laissant la place à un partenariat équitable, durable et fructueux.

Comme si un patron et un salarié tous deux partenaires, pouvaient faire avancer le bateau de façon équitable : l'un est propriétaire de la galère, ou dans la version « nationalisée » son dirigeant grassement payé, l'autre rame...

L'appareil stalinien met tout son poids dans la balance, du côté de la bourgeoisie, pour accréditer cette idée que les nationalisations sont une grande victoire, un premier pas, et que pour la suite, il faudra patienter un peu.

Est-ce que la nationalisation du système bancaire français va empêcher le capitalisme de se reproduire et de prospérer ? Non évidemment. Cette période va être présentée comme glorieuse : ce sont les fameuses « trente glorieuses », qui n'auront rien de glorieux pour des millions de salariés et pour la population. Reprise des guerres coloniales, misère du logement, semaines de travail de 45 à 54 heures, bien que la loi sur les 40 heures existe, restauration des fortunes des industriels et des grands commis de l'état.

Dans la compétition entre le stalinisme, présenté comme le socialisme, et le capitalisme ; les idéologues staliens vont jusqu'à intégrer le secteur nationalisé dans les acquis du bloc stalinien. Pourtant les salariés du secteur nationalisé continuent à suer de la plus value, et à engraisser la bourgeoisie et ses auxiliaires ; mais peut-être pas aussi rapidement que le désire le capital financier.

L'état roule pour la grande bourgeoisie et ne peut le faire que grâce à l'aide de tous ceux qui le présentent comme un arbitre au dessus des classes. Alors les discours sur la défense de l'état attaqué par une droite réactionnaire et revancharde, prennent une bien triste couleur.

Qu'en est il des services publics ?

Sur le plan idéologique, les services publics développent ils une autre pensée que celle de la classe dominante ?

L'organisation de ces services publics (indispensables à la vie de tous les jours, sont aussi indispensables à la bonne reproduction du capital) est elle si parfaite que nous serions sans le savoir à la porte du socialisme ? Ou bien malgré leurs dysfonctionnements, doivent-ils être défendus et améliorés parce qu'enjeu de la lutte des classes, et point d'appui dans la résistance au tout marché ?

La défense des services publics non répressifs et que l'on peut qualifier de « distributifs » ne peut se faire que d'une façon offensive pour sortir du salariat. Ils ne peuvent être présentés comme une limite infranchissable ; comme un morceau de bonheur perdu, alors que ces services publics ne sont que le reflet d'une situation passée. L'éducation, la santé, le système de retraite, l'assurance sociale, etc. ...un temps soustrait à l'immédiateté du

profit, ont toujours été un enjeu de la lutte des classes. Ces « acquis » ont été compatibles avec le développement du capitalisme national. Ils permettaient au patronat de disposer de main d'œuvre formée, instruite, et en bonne santé, pour participer au développement de ce capital. Aujourd'hui le capital financier n'a plus besoin que d'à peine 20% des populations mondiales pour continuer à tourner. Ce n'est pas au moment où 80% de l'humanité est condamnée au sous emploi, à la famine et aux maladies, qu'il faut attendre des rapaces de la finance qu'ils se penchent sur ce qui s'est fait dans le passé.

Le marché mondial s'aligne sur le moins disant social parce qu'il en a la force et que le développement de ses profits sont à ce prix. La seule chose qui les intéressent, c'est qu'il subsiste des endroits protégés, à l'abri des pauvres, pour eux-mêmes et leurs familles ; le reste est un luxe qu'il faut supprimer : c'est la loi du capitalisme mondial.

En deux siècles le capitalisme a démontré sa capacité à recycler tout ce qui ne le détruit pas. Il a démontré son instinct de survie sous des formes barbares telle que le nazisme et les dictatures militaires et policières ; ainsi que sous des formes dites douces de « démocratie parlementaire ». Quelque soit l'habillage c'est toujours le même capitalisme. Alors, est ce que cet habillage nous est indifférent ? Non bien sûr ; il vaut mieux vivre dans un pays riche où règne encore un semblant de prospérité sociale, que de survivre en situation de famine sous la botte de militaires (c'est ce que se disent des millions d'émigrés qui viennent en Europe). Mais accepter l'habillage, c'est accepter l'ensemble de ce que décident ceux qui ont le pouvoir.

Toutes démarches purement défensives se situant dans le cadre du système, sont vouées à l'échec, car elles conduisent à défendre en même temps ce système, contre lui-même.

Qu'en est il des services « dits » publics se situant sur le terrain de la répression ?
Armées, Polices, Justice, etc.,...Les fameux pouvoirs régaliens de l'état.

La vision d'une justice idéale au dessus de la société, et qui appliquerait des lois tombées du ciel, et n'aurait comme seul problème qu'un manque de moyens, est du domaine du conte pour enfant sage. La justice est au service du système en place, elle est aux ordres du pouvoir politique, et se sont ces mêmes politiques qui font « la loi ».

Les nombreux conflits sociaux de la fin du 20^{ème} siècle et du début de 21^{ème} se sont déplacés du terrain de la lutte des classes vers les salles d'audiences des tribunaux. CGT en tête, et tous les syndicats à l'identique, demandent aux tribunaux de « faire justice » aux salariés du comportement irresponsable des patrons qui licencient, ferment leurs boîtes pour se délocaliser. La liste est longue des milliers de conflits sociaux, où les directions syndicales déposent les salariés de leurs luttes pour s'en remettre à la décision des tribunaux.

Cette démarche a un double objectif :

En premier, casser la combativité des salariés, de les impuissanter dans ce rapport de force où leur nombre et la solidarité sont leurs meilleurs atouts.

En deuxième, il s'agit de faire apparaître l'état et la justice comme des arbitres objectifs du conflit où ils ne seraient pas partis prenante. La décision de justice s'imposant à tous dans les mêmes conditions d'objectivité et de rigueur. Nous savons par expérience qu'il n'en est rien.

La loi, l'ordre, la morale, fonctionnent comme une arête de poisson ou un cliquet : toujours dans le même sens, même quand en apparence elles ne semblent ne traiter que de questions « techniques ».

Faire appel à la justice pour régler ce qui est du ressort de la lutte des classes, revient à laisser à la vache qui est conduite à l'abattoir le choix du boucher.

Ces questions de rapport de force sont importantes car au quotidien, elles déterminent la part de renoncement que nous acceptons et que nous intériorisons. C'est à terme ce qui permet de comprendre comment il est possible de faire fonctionner un camp de concentration de 6000 personnes avec 100 gardiens investis de l'autorité de la loi.

Quelle misère d'entendre des partis politiques qui se disent révolutionnaires (LCR) demander plus de flics et l'ouverture d'un commissariat dans une cité, au nom de la défense des services publics auxquels auraient droit tous les citoyens. L'argument mérite d'être développé car c'est au nom de la lutte contre « des bandes » et « des mafias » qu'est formulée cette demande de plus de policiers (rappel : nous avons déjà 1 policier pour 17 habitants en France). La situation générale est tellement dégradée, que pour faire face à des agissements violents de type mafieux, ils s'adressent à la mafia d'état dont la violence organisée n'est plus à démontrer. Cette société produit à la fois par ses activités la délinquance liée à la misère, et l'appareil de répression de cette délinquance, dont l'importance en nombre et la force de frappe sont justifiés par la quantité de misère que le système génère.

L'état bourgeois a besoin des mafias et du vandalisme pour justifier l'existence et l'entretien de son appareil de répression.

De la même façon que l'état a besoin d'un ennemi hors des frontières pour justifier de sa force armée et des milliards engloutis dans l'entretien de cette armée.

Que des gens qui se disent révolutionnaires puissent tomber dans de tels pièges, est à l'image du « n'importe quoi » qui leur tient lieu de réflexion. Sur le même sujet revenons sur ce mot d'ordre révolutionnaire repris par toute la gauche de la gauche de la gauche :

« Interdiction des licenciements pour les entreprises qui font des bénéfices »

Ce mot d'ordre, dans sa radicalité, semble proposé comme remède à tous les problèmes de la lutte des classes : le patronat en frémit et n'ose plus licencier...

Première remarque : formulé tel quel, il sous entend que les entreprises qui ne font pas de bénéfiques peuvent licencier sans problème. Le critère de référence étant le fait de faire des bénéfiques.

Deuxième remarque : « interdire » renvoie à une notion juridique ou morale :

« C'est interdit par la loi », de dieu ou des hommes. Il y a réintroduction d'un cadre juridique extérieur au rapport de force entre les classes. Ils demandent à l'état de prendre des dispositions juridiques pour « trancher les litiges entre partenaires sociaux ». L'état redevient cet observateur objectif et moral qui veut le bien du plus grand nombre. ...

Troisième remarque : c'est bien mal connaître la vie et le fonctionnement des entreprises, que de considérer qu'elles sont transparentes, et qu'elles n'ont pas les moyens de tricher légalement, avec l'aide de la justice, et les financements de l'état. Bénéfiques ou déficits ne sont que des écritures qui n'ont avec la comptabilité chère à Lénine qu'un lointain rapport ; ils sont aussi transparents et dignes de crédibilité qu'une porte qui grince est musicale.

Quatrième remarque : ce mot d'ordre se situe dans le cadre du capitalisme et de ce qu'il est possible de faire si les patrons étaient gentils, et s'ils voulaient bien partager en bon chrétien, une part de leur bénéfice pour que les petits enfants des ouvriers licenciés ne soient pas tristes à Noël devant leurs souliers vides.

L.O. par l'intermédiaire de sa porte parole, va plus loin : « Ouverture des livres de comptes des sociétés » et contrôle de ces livres par les travailleurs. C'est une des revendications du programme de transition de la 4^{ième} internationale (1938) .L'objectif de cette revendication était de rendre publique la comptabilité des entreprises, ce qui n'était pas le cas en 1938.

L.O. oublie deux choses, ou son disque dur est resté bloqué en 1938 :

1) Que les comptabilités des entreprises, de toutes les entreprises, sont déjà publiques, car elles sont déposées aux greffes des tribunaux de commerce, du moins les comptabilités officielles, celles qui sont certifiées par les commissaires aux comptes (il n'y a pas que des commissaires du peuple ou de police), ou par les experts comptables.

2) Que les comptes sont présentés via les comités d'entreprise, aux représentants du personnel, et aux représentants syndicaux. Comme nous pouvons le voir, la publication de ces comptes ne gêne en rien le capitalisme et la bonne marche de l'économie. Discuter avec le tôlier du bien fondé de sa prochaine délocalisation pour sauver 80 emplois sur 400 (dont ceux des délégués syndicaux), ne remet pas en cause le capitalisme et le profit.

A l'inverse, lutter pour l'expropriation (à ne pas confondre avec la nationalisation) sans indemnités ni rachats, de toutes les sociétés bénéficiant de subventions (forcement publiques), afin d'en confier l'usage et la gestion aux salariés et à la population constituée en comité de quartier, a le mérite de s'attaquer à la sacro-sainte propriété privée. Ce n'est pas par la loi que peuvent passer de telles mesures, mais par un rapport de force.

Pour resituer les nationalisations à leurs vraies places, l'exemple de 1982 est édifiant :

L'objectif des nationalisations PS PCF est aux dires d'un des acteurs (J. Attali) : « *Les entreprises concernées sont en situation de quasi faillite (...) si Valéry Giscard d'E. avait été réélu, la plupart d'entre elles auraient sans doute dû être démantelées et vendues par morceau à l'étranger. ...* »

Donc, ils ont racheté des entreprises en quasi faillite, au prix fort pour les nationaliser, et pour faire quoi ? : « *Plus tard, lorsqu'on privatisera ces entreprises, l'état y gagnera. Il les revendra plus cher qu'il ne les avait acquises... Je suis convaincu que les nationalisations ont permis de moderniser et d'adapter l'appareil productif et industriel français.* » (J. Delors : Mémoires)

Nous présenter les nationalisations comme un pas vers le socialisme, c'est continuer les mensonges qui durent... qui durent depuis 1920.

Le présent nous renvoie régulièrement vers cette période, pour le mouvement ouvrier comme pour la bourgeoisie, il y a avant et après la guerre de 1914-1918 et la révolution russe de 1917-1919.

L'expérience de l'échec de la révolution russe de 1917-1919 est incontournable : constitution d'une bureaucratie d'état appuyée sur une armée hiérarchisée, soutenue par une police politique, adossée à une justice expéditive ; comme le dit fort bien Lénine : « non seulement le droit est bourgeois, mais aussi l'état » est bourgeois. Et l'ensemble le reste sans évoluer vers un quelconque dépérissement de l'état au profit de l'ensemble du peuple.

Marx et Engels, puis Lénine, ont analysé de leur point de vue l'expérience courte mais riche de la commune de Paris en 1871. Il est à noter qu'ils ne disent pas grand-chose des autres « communes » de même nature qui secouent plusieurs villes de France pendant la même période. De la même façon qu'ils ne mettent pas en lumière les propositions faites par leurs représentants sur place, pour aider cette commune à faire son chemin. Est-ce à dire qu'il n'y avait dans Paris que des anarchistes et des blanquistes ? Les marxistes membres de la première internationale étaient où ? Ils devaient pourtant y en avoir, alors pourquoi ce silence dans les rangs ?

Ce travail d'analyse critique de la Commune ouvre de grandes perspectives : élections et révocations des responsables à tous les échelons ; respect des divergences au sein du mouvement ouvrier et populaire quelque soit la vigueur des discussions ; enquête publique sur les agissements de la police comme lors des incidents de la place Vendôme... le journal officiel de la commune rendant compte au jour le jour des changements et des difficultés de ce soulèvement.

Marx et Engels ne sont plus là pour dire ce qu'ils pensent de la révolution russe de 1917, et c'est le parti bolchevik qui va parler en leur nom, comme les prêtres parlent au nom de dieu. Comme cette révolution va être présentée par tous (staliniens et trotskistes) comme une révolution victorieuse, toutes les critiques vont être considérées comme une agression contre cette révolution. L'œuvre accomplie au début est tellement immense que

contrairement à ce que l'on aurait pu attendre, la discussion est close avant que d'être ouverte. Après, il sera trop tard, les opposants au sein du parti bolchevik seront isolés et traités comme ils ont traité tous les opposants des années 1920 à 1923. Les atrocités commises au nom du parti bolchevik et du communisme seront si importantes qu'elles détourneront de la lutte pour une autre société des millions d'ouvriers et de paysans. Le capitalisme qui a tremblé sur ses bases peut respirer, les staliniens ont fait de l'URSS le plus grand repoussoir que l'on puisse imaginer.

Les tenants du marxisme (car il faut arrêter d'attribuer à Marx autre chose que ce qu'il a écrit ou fait) en privilégiant l'économie sur le politique ont préparé le terrain à tous les réformistes, ceux qui s'ignorent et ceux qui le revendiquent :

« *Le fait que le capitalisme est proche du socialisme doit constituer un argument en faveur...de l'urgence de la révolution socialiste.* » (Lénine, *l'état et la révolution*)

Le peu de différences entre le fonctionnement de l'économie en système capitaliste et le premier stade du socialisme rend le passage de l'un à l'autre possible.

Ce qui justifie la nécessité du socialisme ce n'est pas cette proximité économique entre les deux systèmes. C'est essentiellement la misère que génère le capitalisme qui justifie cette nécessité. Alors si le passage (rendu possible par cette proximité) d'une société à une autre ne solutionne pas en premier ce rapport à la misère humaine, le socialisme perd sa raison d'être.

Les populations souffrent sous le capitalisme d'une aliénation idéologique qui produit les guerres, le racisme, la haine et l'abrutissement conduisant à mettre en concurrence chacun avec les autres et avec lui-même.

Ce n'est pas l'économie qui libère l'homme, elle rend seulement certaines choses possibles. C'est la lutte idéologique (politique) qui permet effectivement que les humains changent leurs rapports aux autres et au monde où ils vivent.

La Commune de Paris, le début de la révolution espagnole de 1936, le confirme au même titre que les deux premières années de la révolution russe de 1917. La mobilisation des populations pauvres contre le système capitaliste dépasse très largement le cadre d'un changement purement économique. On ne fait pas une révolution pour remplacer le capitalisme d'état par une production planifiée dans le cadre de la propriété collective d'état, fut-il baptisé socialisme.

La révolution russe s'est faite pour : l'arrêt de la guerre, du pain et de la nourriture pour tous, la liberté contre l'arbitraire de la monarchie ...

Penser que l'on puisse accepter de remplacer les privilèges de la bourgeoisie par ceux d'un parti ou d'une administration bureaucratique policière, c'est ne rien comprendre à ce qui fonde la nécessité de changer de société.

Notre lutte est avant tout politique, éthique, idéologique, contre une machine qui aliène l'humanité. C'est cette machine qu'il faut détruire, c'est elle qui habille l'ensemble des gestes du quotidien de son idéologie du profit, de la concurrence, et de la croissance (durable, soutenable, équitable, bref : mangeable). Cette machine porte un nom : l'Etat.

Cette construction issue des contraintes de la vie en société, a pris son autonomie par rapport aux populations de la planète. L'état national, dans ses frontières, avec son drapeau et ses moyens de répression et d'aliénation, n'est pas utilisable par l'immense majorité des populations qui vivent sous son joug.

Ce n'est pas parce qu'une partie du grand capital souhaite un état mondial à la place des états nationaux, qu'il faut défendre ceux-ci comme un bien commun dont les pauvres n'auraient qu'à se réjouir. La « gouvernance mondiale » envisagée par les plus riches, n'est ni plus ni moins immorale que la gouvernance nationale au nom de laquelle sont faites toutes les guerres.

L'état sous toutes ses formes, sous toutes les latitudes reste le garant de populations sous contrôle. Les analyses du sous commandant Marcos prennent dans ce contexte toutes leurs significations : « Prendre le pouvoir ? Lutter pour la conquête de l'état ? Pour quoi faire ? Pour remplacer Coca Cola par Pepsi Cola ? »

La révolution, si elle ne détruit pas pierre par pierre l'état et ses institutions, ne fera que changer une équipe corrompue par une équipe qui le deviendra. Il n'y a pas de modèle idéal de société future, mais des centaines d'évolutions possibles que la sélection naturelle confirmera ou infirmera.

Dans une société libre, fraternelle et égalitaire, où la croissance ne sera plus l'objectif miracle et mirage après lequel on court, il n'y aura plus de place pour un état qui impose à tous ses lois, ses choix, sa police et sa morale.

L'être humain doit prendre sa place dans ce combat en sachant que nous sommes dans un monde limité dans sa surface et limité dans ses ressources, donc forcément limité dans ses choix. Accepter le système existant c'est aller en courant au suicide collectif.

Novembre 2007